



S'attaquer à la démocratie sociale, c'est s'attaquer à la culture

Nos organisations syndicales font le constat amer que la démocratie sociale s'est davantage détériorée au ministère de la Culture depuis l'arrivée de Roselyne Bachelot-Narquin. En effet, les difficultés de dialogue auxquelles nous sommes confronté.es ne sont pas exclusivement liées au contexte sanitaire mais bien à une volonté de décrédibiliser les organisations syndicales et de réduire au maximum le débat démocratique en transformant les instances en simples chambres d'enregistrement.

La participation des agent.es et de leurs représentant.es est bafouée par l'autorité politique qui a donné carte blanche à son administration sous prétexte de la contrainte calendaire et conduisant à :

- un bricolage constant avec la réglementation (quitte à clore un comité technique initialement prévu sur deux jours le soir du premier jour)
- n'avoir aucune considération par rapport à l'organisation technique des instances (quitte à prendre 3h de retard et à ne pas suspendre la séance à 22h passée)
- une déloyauté dans les débats (quitte à empêcher les directeurs/trices de s'exprimer)
- un paternalisme et un mépris constants à l'égard des représentant.es (quitte à couper les micros, refuser de répondre à des questions des représentant.es)

Pour sa part, la directrice de cabinet de la Ministre n'hésite pas à remettre en cause les droits des représentant.es du personnel à amender les textes qui sont proposés à leur avis. Elle a ainsi osé avancer que les amendements déposés par les organisations syndicales sur les 10 textes qui concernent l'organisation de l'administration centrale (5 arrêtés et 5 décisions) étaient trop nombreux, y voyant une forme d'obstruction que nous ne pouvons accepter.

Poursuivre en ce sens est une preuve d'immaturation démocratique, tant de la part du cabinet et de la Ministre que de son administration.

Il est donc urgent de fixer une trajectoire nouvelle de dialogue social basée sur :

- le respect des libertés syndicales et des droits syndicaux,
- la possibilité d'ouvrir des négociations,
- un agenda social qui corresponde avant tout à la réalité des besoins des personnels et des priorités sociales
- la promotion de l'égalité de traitement dans un ministère plus que jamais éclaté

Ensemble, nous exigeons une vraie démocratie sociale au ministère, qui favorise la participation des agent.es et de leurs représentant.es au choix sur l'organisation du travail et des missions, à l'amélioration des carrières, des rémunérations et des conditions de travail, ainsi que les moyens en personnels garantissant un vrai respect des droits sociaux et syndicaux.

Pour la démocratie sociale et le service public de la culture!!!